

Terres Mouvantes

Le feu et l'eau

Gao attaquée, la côte noyée,
Ouaga rompt avec Paris



PHOTOGRAPHY

Avant l'aube samedi, Gao repartait au combat. La même semaine, Abidjan, Accra et Lomé comptaient leurs morts sous la pluie, et Ouagadougou mettait fin à plus de soixante ans de relations avec Paris. Trois histoires, un seul devoir : comprendre ce qui vient de changer chez nous.

Dans ce numéro

- **L'eau n'a pas tué seule.** Abidjan, Accra et Lomé ont englouti plus d'un milliard de dollars de projets anti-inondations. Les morts de cette semaine sont tombés dans les quartiers que ces projets devaient protéger.
- **Neuf jours pour rompre.** Le 17 juin, le général Christophe Gomart parle du Burkina au Parlement européen. Le 26 juin, Ouagadougou rompt avec Paris. Entre les deux : un vote, une convocation, un communiqué, une note verbale.
- **Mali : la deuxième vague.** Le 4 juillet, FLA et JNIM frappent ensemble, comme le 25 avril. Ce n'est plus un choc. C'est un rythme.
- **Brèves.** L'aéroport de Niamey attaqué, les trois pays de l'AES qui quittent la CPI, la dette qui change de bureau à Dakar, le fer qui sort de Conakry.

SIGLES

FLA · Front de libération de l'Azawad

AES · Alliance des États du Sahel

DGSE · renseignement extérieur français

PARU · projet anti-inondations d'Abidjan

RAINE · projet anti-inondations de Lomé

JNIM · branche sahélienne d'al-Qaïda

CPI · Cour pénale internationale

DRM · renseignement militaire français

GARID · projet anti-inondations d'Accra

MACA · Maison d'arrêt d'Abidjan

AIDEZ-NOUS À PORTER LA VOIX DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Terres Mouvantes existe parce que vous le partagez. Chaque transfert nous fait grandir : un groupe WhatsApp, un contact, une rédaction. Vous connaissez quelqu'un qui devrait nous lire, nous financer ou travailler avec nous ?

Écrivez-nous à redaction@terresmouvantes.org · courrier@terresmouvantes.org

Merci de faire exister ce journal.

Golfe de Guinée

ACCRA · ABIDJAN · LOMÉ · 27-29 JUIN

L'eau n'a pas tué seule

À Accra, les appels d'urgence commencent à tomber dès le matin. L'eau entre dans les maisons, coupe des routes, bloque les secours. Des habitants nagent dans une eau qui monte jusqu'au cou pour sortir des voisins piégés. Dans le quartier d'Achimota-Agboobloshie, une mère et son enfant sont emportés. Au Ghana, douze morts sont confirmés après les pluies qui ont frappé Accra et Tema.

À Abidjan, la pluie a tué dans les communes d'Attécoubé et de Yopougon. À Mossikro, des habitants sont restés sous les décombres après les glissements de terrain. Le bilan immédiat confirmé dépasse la douzaine de morts ; certains bilans de presse avancent 59 morts depuis mai.

À Lomé, le bilan provisoire du gouvernement togolais fait état de cinq morts après les pluies des 28 et 29 juin. Les régions Maritime, Plateaux, Centrale et le Grand Lomé ont été touchés. Des maisons, des écoles et des lieux de culte ont été abandonnés. Une phrase suffit à comprendre la scène :

« Nous avons tout perdu dans l'eau. »

LOMÉ, 29 JUIN 2026

La facilité serait d'appeler cela une catastrophe naturelle. C'est vrai au premier degré : il a plu fort, longtemps, sur une côte déjà fra-

gile, et les prévisionnistes régionaux avaient annoncé dès le printemps une saison au-dessus des normales, avec des cumuls excessifs sur les régions côtières entre mars et juillet. Mais chez nous, l'eau ne tue jamais seule. Elle tue quand une ville a construit dans les bas-fonds. Elle tue quand les caniveaux servent de poubelles parce que la collecte ne passe pas. Elle tue quand des permis sortent sur des zones inondables. Elle tue quand le plan de secours commence après la pluie.

LA CHAÎNE QUI NOIE LES VILLES

Prêts, dons, projets anti-inondations



Communiqués, visites de chantier, promesses de saison



Là où ça casse

entretien absent · caniveaux bouchés · permis en zone inondable · collecte défectueuse



Quartiers noyés · stocks perdus · écoles fermées · familles déplacées

SUIVRE L'ARGENT · TROIS VILLES

L'argent était là

Et cette fois, on ne pourra pas dire que l'argent manquait. Suivons-le, ville par ville.

Abidjan. Les annonces de prévention et les chantiers d'assainissement se sont multipliés avant la saison. Le PARU, financé par la Banque mondiale, engage plusieurs centaines de millions de dollars pour l'assainissement et la résilience urbaine d'Abidjan. Cinq milliards de francs CFA ont aussi été mobilisés pour le drainage de la saison 2026. Les morts sont venus quand même.

Accra. Le Ghana a dépensé près d'un milliard de dollars en deux décennies contre les inondations. Le programme phare, le GARID, financé par la Banque mondiale, devait draguer l'Odaw, la rivière qui noie le centre d'Accra. Son histoire tient en trois chiffres : sur les 200 millions de dollars initiaux, 65 millions ont été réaffectés à la réponse Covid ; 150 millions supplémentaires ont été approuvés en 2023 ; et à ce jour, le dragage de l'Odaw est achevé à un peu plus de 40 %, le projet ayant été prolongé jusqu'en 2027. Des entrepreneurs ont ralenti leurs chantiers faute de paiement, des retards que la presse ghanéenne relie aux contraintes budgétaires de la restructuration de la dette et du programme avec le FMI. Retenons la chaîne : quand le service de la dette étrangle un budget, ce n'est pas l'ambassade qu'on ferme, c'est le caniveau qu'on ne cure pas. Nos lecteurs du N°03 reconnaîtront la mécanique.

Lomé. Le projet RAINE, lancé en avril 2025, promet un micro-tunnel de 7,5 km pour

réduire les inondations dans plusieurs quartiers de Lomé. Les 28 et 29 juin, l'eau est quand même entrée dans les maisons, et le plan de réponse de la sécurité civile a été déclenché après les pluies, pas avant.

RESPONSABILITÉS · L'INVENTAIRE

Le désastre a des auteurs

L'inondation de nos côtes n'est pas un accident de géographie. C'est le résultat de choix signés, par des administrations et par des institutions financières. D'un côté, les bailleurs financent les grands ouvrages, les États annoncent les millions, les communiqués circulent. De l'autre, l'entretien quotidien reste étranglé : les dettes s'empilent, les arriérés bloquent les chantiers, les municipalités manquent d'équipes pour curer un simple fossé.

De l'autre côté, il y a le silence complice des directions de l'urbanisme. Les morts d'Attécoubé ou d'Achimota ne logent pas dans les bas-fonds par ignorance. Ils y vivent parce que les zones sûres sont devenues inaccessibles aux classes populaires, parce que les permis sortent, parce que les remblais avancent, parce que les exutoires naturels disparaissent sous les terrains à forte valeur. Quand une municipalité laisse construire là où l'eau passait, elle transforme la pluie en sentence de mort.

RESPONSABILITÉS · L'INVENTAIRE

Jusqu'à l'année suivante

Ce spectacle n'a plus rien d'une actualité. C'est une archive qui tourne en boucle depuis des décennies. Chaque génération ouest-africaine connaît le même rituel d'hivernage : les prévisions alertent, la pluie tombe, les bas-fonds s'emballent, les familles pauvres paient le tribut le plus lourd.

Puis vient le même vaudeville politique : ministres au chevet des sinistrés, bottes dans la boue ; enquêtes promises ; plans d'urgence « historiques » ; nouveaux millions annoncés par les institutions internationales. La saison sèche revient, l'indignation s'évapore, l'argent se perd dans l'appareil d'État, et rien ne bouge. Jusqu'à l'année suivante.

Le changement climatique a bon dos. Avant d'être climatique, le désastre est politique.

LE COMPTE · SAISON 2026

Financé, annoncé, noyé

Trois villes, trois projets, des montants lourds. La question n'est donc pas « où était l'argent ». Il était là, voté, annoncé, inauguré. La question est celle que chaque habitant d'Attécoubé, d'Achimota ou d'Agoè peut poser à son maire et à son ministre : pourquoi l'argent arrive-t-il plus vite au communiqué qu'au caniveau ?

VILLE	MORTS (SAISON 2026)	ARGENT ENGAGÉ	CHANTIER PHARE
Abidjan	Plus de 12 confirmés ; jusqu'à 59 depuis mai selon des bilans de presse	PARU (Banque mondiale), plusieurs centaines de M\$ + 5 mds FCFA pour la saison	Chantiers annoncés avant les morts
Accra	12	~1 Md\$ en 20 ans, dont le GARID	Odaw dragué à 40 %, projet repoussé à 2027
Lomé	5 (bilan provisoire)	RAINE, micro-tunnel de 7,5 km	Plan de secours déclenché après la pluie

L'argent précède les morts ; il ne les empêche pas.

Sources : Banque mondiale, ministère des Finances du Ghana, gouvernements ivoirien et togolais, presse régionale.

M'POUTO · COCODY · LAGUNE ÉBRIÉ

Le mur est tombé, le lanceur d'alerte est en prison

L'argent n'est d'ailleurs que la moitié de l'histoire. L'autre moitié, c'est ce qu'on laisse construire. Un cas la raconte mieux que tous les budgets : M'Pouto, village ébrié enclavé dans la commune de Cocody, à Abidjan. Pendant six ans, un promoteur, Émile Abi-Aad, a remblayé la lagune Ébrié pour créer des terrains à forte valeur, et un mur d'environ 400 mètres a fini par séparer le village de sa rive. Les riverains accusaient l'ouvrage de bloquer l'écoulement naturel des eaux : à chaque pluie, le quartier gardait l'eau que la lagune n'absorbait plus. Le 19 mai, les services municipaux ont marqué le mur « AD 19-05-26 ADX » : promis à la démolition. Fin juin, en pleine séquence meurtrière, les bulldozers l'ont rasé ; les habitants ont parlé d'« une première victoire ».

Jean-Christian Konan, lanceur d'alerte suivi par des dizaines de milliers de personnes, a été arrêté le 16 février, placé sous mandat de dépôt le 18, et reste détenu à la MACA sous au moins sept chefs d'accusation, dont escroquerie. Le parquet parle d'escroquerie, de plaintes et de 80 millions de francs CFA. Ses soutiens parlent de représailles. Mais une chose demeure : l'État a fini par détruire le mur que Konan dénonçait, pendant que lui reste en prison. Ce fait politique suffit.

LA POLITIQUE DE L'ENTRETIEN

L'entretien est invisible, donc négligé

Une partie de la réponse est politique. Un caniveau curé ne fait pas une belle inauguration. Une pompe entretenue ne donne pas une photo de victoire. Un quartier relogé avant la catastrophe ne crée pas le spectacle d'une visite aux sinistrés. L'entretien est invisible, donc négligé ; la catastrophe est visible, donc financée. Chaque saison, les mêmes villes redécouvrent que l'eau connaît les adresses que les administrations oublient.

Au Togo, l'ACAT réclame une réponse fondée sur les droits humains ; la Dynamique pour la majorité du peuple accuse le gouvernement d'abandonner les sinistrés. On peut discuter le ton de l'opposition. On ne peut pas discuter le coût : des morts, des quartiers entiers sous l'eau, des maisons et des stocks de commerce détruits, des écoles fermées, des familles déplacées qui repartent de zéro.

La saison des pluies n'est pas finie. Les prévisions annoncent encore des précipitations intenses sur la côte dans les prochains jours. La seule question qui compte maintenant : qu'est-ce qui aura changé, concrètement, avant la prochaine grosse pluie ?

Burkina Faso

STRASBOURG · 17 JUIN · PARLEMENT
EUROPÉEN

Le rempart, c'est pour l'Europe

Le 17 juin 2026, au Parlement européen, Christophe Gomart parle du Burkina Faso comme d'un pays qui déborde sur ses voisins. Général en deuxième section, ancien directeur du renseignement militaire français, eurodéputé Les Républicains, il intervient comme auteur d'une résolution sur « la répression persistante de l'espace civique et des libertés fondamentales » au Burkina Faso.

Il parle d'« échec dramatique » du pouvoir militaire, affirme que plus de la moitié du territoire échappe au contrôle de l'État, décrit le pays comme un « sanctuaire » pour des groupes armés et la criminalité organisée. Puis vient la phrase qui dit tout : les États voisins seraient la « première ligne de défense » contre la déstabilisation régionale, parce que si l'Afrique de l'Ouest vacille, l'Europe vacillera aussi.

Le Burkina est lu comme menace. Ses voisins deviennent rempart. Et ce rempart ne protège pas d'abord Ouagadougou, Abidjan, Lomé ou Cotonou. Il protège l'Europe.

Écoutons aussi ce que le général laisse hors champ. Il mentionne bien dix ans de lutte antiterroriste avec l'appui de la France et de l'Europe. L'inventaire de cet appui, il ne le fait pas. Faisons-le à sa place.

2011-2026 · L'INVENTAIRE

Le désastre a des auteurs

L'effondrement du Sahel n'est pas tombé du ciel. C'est le décombres direct, prévisible, de quinze ans de décisions françaises. 2011 : Paris mène la charge pour détruire l'État libyen et fait sauter le couvercle d'un arsenal à ciel ouvert. Armes lourdes et combattants se déversent sur toute la bande sahélienne, et la rébellion malienne de 2012, point de départ de tout, s'équipe dans les décombres de Tripoli.

Suit une décennie où la France traite le Sahel en terrain militaire réservé. Barkhane engloutit environ un milliard d'euros par an dans une guerre verticale, pilotée d'en haut, qui n'arrête rien : la terreur, cantonnée au nord du Mali en 2013, métastase vers le centre du pays, puis au Burkina, puis au Niger. Pire : sur le terrain, la force française s'appuie sur des milices communautaires et des régimes décriés, et des communautés entières, stigmatisées puis abandonnées, vont chercher protection chez les groupes armés.

2011-2026 · L'INVENTAIRE

Kidal, puis Paris

Et il y a Kidal. Pendant dix ans, l'armée malienne y est interdite de séjour sur son propre territoire, pendant que des factions rebelles y prospèrent sous protection de fait. Ce double jeu a convaincu gouvernements et populations d'une même chose : Paris ménageait des groupes armés pour justifier une présence militaire sans fin. Nul besoin d'affirmer l'intention, les faits ont installé la conviction. Ajoutez la pièce la plus récente : un FLA qui trouve des relais médiatiques et politiques à Paris au moment même où il attaque aux côtés du JNIM.

La France n'a pas trébuché sur un échec au Sahel. Elle l'a construit, décision après décision. Voilà le bilan que le général juge, sans jamais regarder la part française du désastre.

STRASBOURG → OUAGADOUGOU · 18-26 JUIN

Neuf jours pour rompre

Le lendemain, 18 juin, le Parlement européen adopte la résolution commune RC-B10-0318/2026, procédure 2026/2767(RSP), par 476 voix pour, 11 contre et 75 abstentions.

Le texte ne ménage pas Ouagadougou. Il évoque la dissolution de tous les partis poli-

tiques, la suspension de nombreuses organisations de la société civile, des comptes transférés vers une banque contrôlée par l'État, la suspension de TV5Monde, des disparitions et détentions arbitraires. Il contient aussi l'accusation la plus lourde : des faits de « nettoyage ethnique » visant les communautés peules. Cette accusation est celle du Parlement européen ; elle ne devient pas la nôtre sans dossier propre.

La suite tient en quatre actes.

Le 22 juin, Ouagadougou convoque Philippe Bronchain, chef de la délégation de l'Union européenne. Le 23 juin, le ministère burkinabè des Affaires étrangères publie un communiqué. Le ministre Karamoko Jean Marie Traoré parle de propos « accusateurs, grossiers et mensongers », d'informations erronées, d'un discours au « relent néocolonialiste ». Il ajoute que Gomart parle d'un pays qu'il n'a pas visité et rappelle la responsabilité de l'OTAN en Libye dans la déstabilisation régionale.

Le 25 juin, une note verbale exige le « retrait diligent » de la résolution. Le 26 juin, Ouagadougou rompt ses relations diplomatiques avec la France, avec effet immédiat.

Neuf jours. Débat, vote, convocation, communiqué, note verbale, rupture. Ce n'est pas une humeur de plateau. C'est une chronologie diplomatique.

17 juin

Débat au Parlement européen, Gomart à la tribune

18 juin

Résolution votée : 476 pour, 11 contre, 75 abstentions

22 juin

Convocation du chef de la délégation UE

23 juin

Communiqué du MAE : propos « grossiers et mensongers »

25 juin

Note verbale : « retrait diligent » exigé

26 juin

Rupture avec la France, effet immédiat

PARIS · 2023-2026 · LES PIÈCES

Deux pièces, pas une théorie

La défense parisienne et européenne dira : le Parlement européen est indépendant, la France ne commande pas ses résolutions, Gormart est eurodéputé avant d'être général. C'est institutionnellement vrai. Mais dans la lecture politique burkinabè, l'homme compte autant que l'institution. Un ancien patron du renseignement militaire français porte une résolution sur le Burkina ; Ouagadougou répond à l'Union européenne, puis rompt avec Paris. Voilà le fait.

Trois ans plus tôt, une autre scène avait préparé le vocabulaire de la méfiance. Fin septembre 2023, sur LCI, Vincent Crouzet, présenté à l'écran comme « expert en renseignement » et décrit par la presse comme ex-agent de la DGSE, commente la fin du bras de fer français au Niger. Il parle de « plus de latitude » pour des opérations clandestines de déstabilisation.

Soyons stricts : Crouzet parle du Niger, pas du Burkina. Ce clip prouve autre chose, quelque chose de simple et déjà grave : sur un plateau parisien, un homme présenté comme expert du renseignement parle du Sahel comme d'un terrain où l'on peut reprendre de la marge clandestine.

Deux pièces, donc, pas une théorie. En 2023, un ex-DGSE parle du Niger et de clandestinité. En 2026, un ex-DRM parle du Burkina au Parlement européen comme d'un risque pour l'Europe. Entre les deux, Ouagadougou accumule les griefs : troupes fran-

çaises sorties, médias suspendus, ambassadeur parti, aide gelée, quatre agents de la DGSE arrêtés en décembre 2023 puis libérés un an plus tard par la médiation du roi du Maroc, convention fiscale dénoncée, accord militaire de 1961 enterré.

La rupture du 26 juin ne commence donc pas le 26 juin. Elle commence dans une relation où chaque camp pense déjà que l'autre agit contre lui. Paris parle de décision hostile et infondée. Ouagadougou parle d'activisme incessant, d'ambitions néocoloniales, de soutien à des réseaux subversifs et terroristes.

OUAGADOUGOU · APRÈS LE 26 JUIN

L'ambassade ferme, le CFA reste

Ce qui change est concret : fermeture des canaux diplomatiques, services consulaires bloqués, visas compliqués, ONG et entreprises contraintes de revoir leurs dispositifs. Ce qui ne change pas dit autant : le franc CFA reste, le commerce reste, Orange reste, les intérêts économiques ne disparaissent pas avec les drapeaux. Et la place laissée ne restera pas vide : Moscou fournit déjà l'appui sécuritaire via l'Africa Corps, Ankara multiplie les accords, Pékin avance ses pions économiques.

CE QUI CASSE

- Le canal diplomatique officiel
- Les services consulaires et les visas
- Les dispositifs des ONG et entreprises françaises
- Une relation d'ambassades vieille de plus de soixante ans

CE QUI RESTE

- Le franc CFA
- Le commerce bilatéral : ~342,6 M\$ (2025)
- Orange et les entreprises françaises présentes
- Les liens humains et administratifs des familles

La souveraineté proclamée casse l'ambassade. Elle ne casse pas encore la monnaie, le marché, les réseaux, ni les dépendances administratives des familles entre Ouagadougou et Paris. C'est là que se mesurera la rupture : pas dans le communiqué, mais dans ce qui continue après lui.

Mali

GAO · ANÉFIS · AGUELHOK · SÉVARÉ · 4 JUILLET

La deuxième vague

Le 4 juillet, avant l'aube, la guerre a rappelé qu'elle ne s'était pas arrêtée au choc d'avril. Gao, Anéfis, Aguelhok, Sévaré, Kenioroba : plusieurs localités sont visées dans une nouvelle série d'attaques. Le FLA annonce une offensive sur Anéfis. Le JNIM revendique ensuite des attaques coordonnées et affirme avoir pris plusieurs positions.

L'armée malienne affirme avoir repris le contrôle de la situation. La réaction compte : tenir une position, repousser une attaque, neutraliser des assaillants, ce n'est pas un détail. C'est ce qui empêche la carte de basculer. La suite se joue dans l'initiative : ne pas seulement sauver la ville attaquée, mais empêcher l'adversaire de choisir seul le lieu, la date et le rythme.

Le 25 avril, l'attaque coordonnée avait frappé Bamako, Kati, Mopti, Sévaré, Gao, Bourem et Kidal le même jour. À Kati, une voiture piégée conduite par un kamikaze a tué le ministre de la Défense, le colonel Sadio Camara. Le 4 juillet ne répète pas seulement le 25 avril. Il l'installe. Deux offensives coordonnées en dix semaines, ce n'est pas une coïncidence opérationnelle ; c'est une méthode de pression.

Cette méthode oblige l'armée à défendre plusieurs points à la fois. Elle oblige les villes

à attendre le prochain nom sur la liste, les transporteurs à hésiter avant chaque axe, les familles à lire les communiqués comme une météo de guerre. La répétition n'est pas un détail : elle fatigue les positions, étire les secours, installe le calendrier de l'adversaire.

En frappant ainsi de concert, à plusieurs reprises, séparatistes et jihadistes ont choisi d'unir leurs haines. Aucune nuance doctrinale n'abrite le soldat malien en première ligne, le chauffeur de camion ou la famille bloquée à Gao.

Bamako n'est pas seul dans le principe : les condamnations de principe et les messages de solidarité affluent d'Alger ou d'Ankara. Mais ces soutiens de chancellerie se paient de mots. Face à une coalition terroriste asymétrique et surarmée, les communiqués de stabilité ne blindent pas les positions, ne fournissent pas d'armes et ne financent pas l'effort de guerre.

Le danger n'est plus seulement l'attaque. C'est le rythme : plusieurs villes, le même jour, et l'attente étouffante du prochain assaut.

Brèves

NIAMEY · 18 JUIN

Même l'aéroport devient front

Le 18 juin, une attaque revendiquée par le JNIM vise l'aéroport international de Niamey : 11 militaires et 2 civils tués, 22 assaillants abattus. Le site accueille des installations liées à la force unifiée de l'AES, lancée fin 2025. L'AES veut coordonner la sécurité régionale depuis Niamey ; le JNIM vient de montrer qu'il peut frapper jusqu'au pied de son quartier général.

CONAKRY · SIMANDOU

Le fer sort, par le chemin le plus court vers la mer

Avec la montée en charge de Simandou, la Guinée entre cette année parmi les tout premiers producteurs mondiaux de minerai de fer. Le minerai voyagera sur une voie ferrée construite pour relier le gisement au port, pas les Guinéens entre eux. Les lecteurs du N°07 connaissent la suite de l'histoire.

DAKAR · 1^{er} JUILLET

La dette change de bureau

Au Conseil des ministres du 1^{er} juillet, le président Faye a institué un ministère unifié de l'Économie, des Finances et du Plan, et validé la création d'une Direction générale des Financements et de la Dette. L'organigramme change ; le stock de dette, lui, ne bouge pas d'un franc.

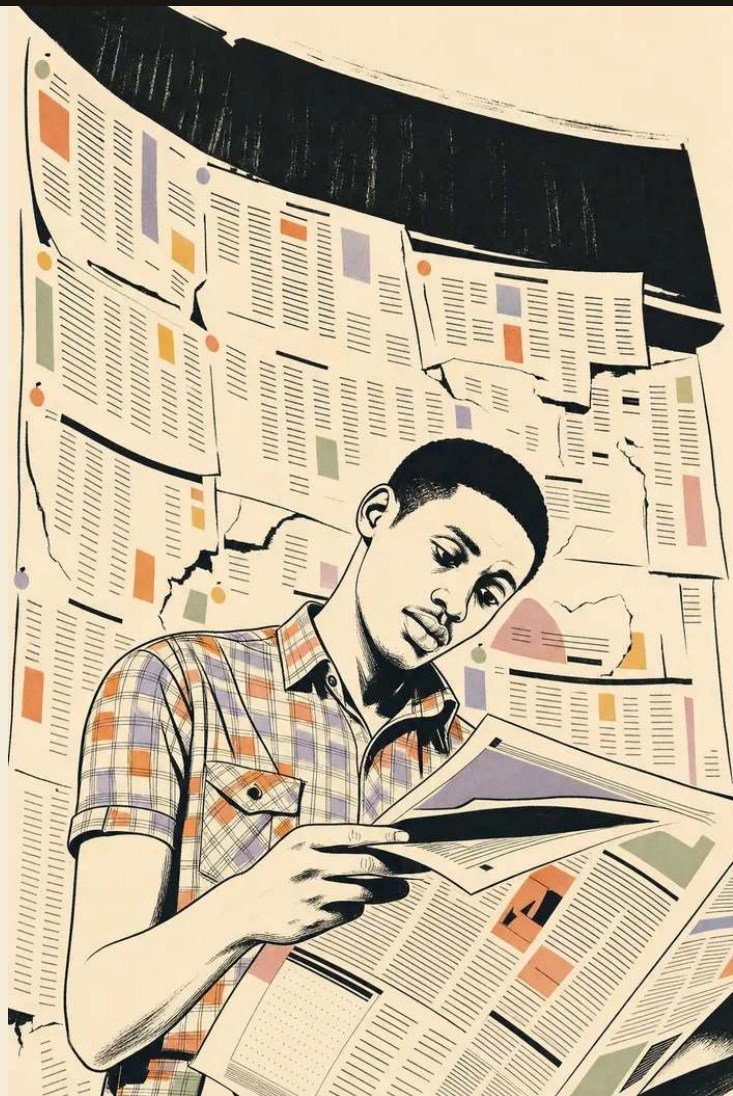
NIAMEY · OUAGADOUGOU · BAMAKO

L'AES claque la porte de la CPI

Entre le 18 et le 24 juin, le Niger, le Burkina Faso et le Mali ont déposé leurs notifications de retrait du Statut de Rome auprès du secrétaire général de l'ONU. Niamey dénonce une justice « sélective » devenue « instrument d'ingérence » ; Amnesty International alerte sur le risque de priver les victimes de crimes de guerre de recours. Le retrait ne prend effet qu'un an après notification : jusqu'à l'été 2027, les trois États restent juridiquement liés à la Cour qu'ils quittent.



L'information, c'est le pouvoir.



TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, chaque semaine, gratuit.

Rejoindre le canal WhatsApp →